

Retour sur :

Colloque international « Mécaniques de l'extrémisme violent, leçons d'une expérience et d'une logique comparative »

Le colloque international intitulé « Mécaniques de l'extrémisme violent » est à l'initiative de la Sauvegarde de Seine-Saint-Denis. L'objectif est de présenter leur Dispositif de Prévention et de Traitement des Bascullements vers les Extrémismes Violents (DPTBEV) ainsi que ses résultats au regard de d'autres expériences internationales. On y retrouve des intervenants qui viennent du Canada, de la Belgique, du Tchad, des Etats-Unis et du Brésil. Un certain nombre de questions sont aussi soulevées comme le retour des enfants en zone de guerre, la prise en charge des djihadistes, la mise en place de structures de prévention.

Le colloque a lieu sur deux jours. Lors de la première journée, l'équipe de la Sauvegarde 93 (Zohra Harrach Ndiaye, Malika Mansouri et Elisa Aigner) expliquera en quoi consiste le DPTBEV et quelles sont les méthodes qui ont été développées pour mener à bien ce dispositif. Ensuite, d'autres intervenants expliqueront comment se traduit l'extrémisme violent au Brésil et au Tchad et enfin sera évoqué le cas particulier des Etats-Unis avec l'intervention d'un ancien skinhead. La deuxième journée consistera à voir quels sont les différents dispositifs de prévention mis en place dans d'autres pays comme le Canada et la Belgique. Seront aussi évoqués les questions du retour des enfants en zone de guerre et la prise en charge de djihadistes. Pour terminer, l'équipe de la Sauvegarde présentera les résultats du dispositif.

La première journée du colloque est introduite par Alice Cherki, psychiatre, psychanalyste et essayiste. La question qu'elle soulève est la suivante : « pourquoi la quête de racines (car radicalisation prend son origine dans racine) pousse-t-elle vers l'extrémisme violent » ? Pour répondre à la question, Alice Cherki explique que pour se construire un jeune s'appuie sur le monde qui l'entoure, les événements liés à sa naissance, sa famille et ce qu'il y a au-delà du cercle familial. Le problème est que parfois il y a des zones d'ombres, des traumatismes (de guerre, un drame familial par exemple) qui peuvent être passés sous silence. Par conséquent, pour se construire il va s'appuyer sur des représentations de ces zones d'ombre. Alice Cherki parle de « normopathie », c'est-à-dire le « faux self » (dû au fait de se construire sur des représentation d'un événement et non la réalité) qui peut aboutir à une « violence erratique » c'est-à-dire que la personne va s'en prendre à lui-même ou aux autres et cela en réponse au « sentiment de ne rien être ». Pour déceler cela, il est important de déchiffrer ce qui n'est pas dit mais traduit à travers une parole vide, le corps ou les incohérences.

Mais comment faire ? Le dispositif de prise en charge des personnes radicalisées, en voie de radicalisation ou signalées, mis en place après les attentats de Charlie Hebdo et par la Sauvegarde 93 est un premier élément de réponse. Au cœur de leur action, la protection de l'enfance. Pour eux, le mineur est en danger et non un terroriste. Il faut donc le protéger de lui et la société de sa dangerosité avérée.

La méthodologie développée et mise en place par l'équipe de la Sauvegarde 93 est avant tout pluridisciplinaire, partenariale, transversale et place la personne signalée et la famille au centre de

l'intervention. Zohra Harrach Ndiaye nous explique que la prise en charge se décompose en quatre phases (l'accroche, l'adhésion à la prise en charge, le recueil de données, l'investigation des trajectoires) et que pour qu'elle fonctionne bien, il faut offrir un espace aux professionnels où ils peuvent analyser et prendre des distances vis-à-vis de la situation, mettre en place un espace de recherche qui analyse les situations rencontrées et enfin, faire en sorte que le pris en charge ait confiance en l'équipe. A la fin de chaque séance, l'équipe se réunit afin de parler du pris en charge et se placer comme « analyste », comme le dit Malika Mensouri, dans son rôle de récepteur pour garder une analyse objective de la situation entendue.

Concernant la prise en charge de la personne signalée, radicalisée ou en voie de radicalisation, il y a deux étapes. La première consiste à contacter la personne qui a appelé le numéro vert afin d'évaluer la situation en amont et de garder le contact avec la personne qui sera essentielle dans la prise en charge du sujet. La seconde étape est un entretien clinique sous la forme d'un binôme psychologue-travailleur social. Le travail du psychologue consiste à comprendre la demande de la personne signalée sachant qu'elle n'est pas là de sa volonté. Lors de chaque intervention, ils mettent en place une « aversion d'expertise » c'est-à-dire que chaque intervenant se place en apprenant de l'autre. Pour Malika Mansouri : « même si le sujet signalé ne demande rien spontanément, il est important d'aller plus loin car la radicalisation est une demande qui cache une demande qui n'est pas écoutée ». La plupart du temps, les personnes qui sont prises en charge par la Sauvegarde sont des personnes orientées par la Préfecture.

En décembre 2015, la Préfecture fait appeler à la Sauvegarde 93 pour prendre en charge une jeune fille qui a essayé de partir en Syrie. Pour mener à bien sa mission, le groupe propose à l'école Eugène Delacroix de mettre en place un protocole pour le retour de la jeune fille. L'équipe pluridisciplinaire accepte cette mission expérimentale menée sur trois ans. Un certain nombre de mesures ont été prises comme le fait de proposer un temps de parole aux élèves, de mettre en place des professeurs référents par exemple. L'objectif était de mettre l'élève au centre de son apprentissage. Cela a plutôt bien marché.

Après avoir présenté le dispositif et la méthode utilisée par la Sauvegarde 93, la seconde partie de la journée dresse un portrait du processus menant aux violences au Tchad, au Brésil et aux Etats-Unis.

L'intervenant spécialisé sur la question du Tchad, le Docteur Ahmat Yacoub, a parlé de Boko Haram. Ce groupe est né en 2002 à Maiduguri au Nigéria par le prédicateur Mohamed Yusuf. C'est en 2009, lorsque ce dernier a été tué par les forces de l'ordre lors d'une manifestation violente, que le groupe appelle au djihad. Suite à l'officialisation du caractère insurrectionnel du mouvement par le disciple Shekau, Boko Haram s'allie au groupe d'Al Qaida et de Daesh. Selon Ahmat Yacoub, ce qui explique le succès du groupe sont plusieurs facteurs comme l'extrémisme violent, le chômage des jeunes, l'injustice sociale, l'exclusion. Les facteurs d'adhésion sont aussi multiples et ils peuvent être psychologiques, politiques, sociaux. Les jeunes sont cependant plus facilement recrutables car ils nourrissent un sentiment de haine et de vengeance envers les institutions. Comme outils de prévention au Tchad, ils utilisent le théâtre ou le cinéma mais proposent aussi une prise en charge psychosociale et juridique par exemple.

Au Brésil, la situation est différente. Selon Cristiane De Freitas, spécialiste du Brésil, la violence et le racisme sont très liés, et la population la plus touchée est la population noire. En 2016, 80% des homicides étaient envers la population noire ou métisse. Selon elle, on retrouve ces processus discriminatoires et racistes chez les adolescents.

Le Docteur Houda Abadi, intervenante américaine et spécialiste des processus de paix, explique que le problème avec Daesh est qu'il s'appuie sur chaque événement tragique au niveau local pour le revendiquer alors que les lois antiterroristes ou extrémistes manquent de « contextualisation ». Ensuite, selon elle, il faudrait inclure dans chaque intervention la dimension émotionnelle, comportementale, cognitive car c'est ce que fait Daesh pour attirer des jeunes et prendre en compte les « push facteurs » c'est-à-dire les facteurs de risques dans les populations, et les « pulls facteurs », c'est-à-dire les facteurs utilisés par les groupes pour attirer.

Pour clore cette première journée, Arno Michaelis, ancien skinhead, raconte son parcours, comment il est devenu skinhead, comment il en est sorti et comment il a été amené à construire une association avec le fils d'une victime d'un attentat commis par un skinhead. Un des éléments qui l'a poussé à devenir violent, lui étant pourtant calme durant son enfance, est le fait de voir triste sa mère car son père était alcoolique et absent. Progressivement il est devenu violent, a commencé à boire et a intégré un groupe de skinheads dans lequel il a créé un groupe de musique incitant à la haine. Progressivement il a commencé à voir ses amis mourir ou aller en prison. Cela a été un déclic car il s'est très vite dit que c'étaient les seules alternatives qu'il avait s'il restait dans ce groupe d'extrême droite : ce n'est pas ce qu'il voulait, ni pour lui ni pour sa fille qu'il venait d'avoir à l'époque. En 2012, il crée une association avec le fils d'une victime d'un attentat commis par un skinhead dans un temps. S'ils se sont rencontrés c'est parce que le fils de la victime l'a contacté car il avait besoin de trouver des réponses. Aujourd'hui Arno Michaelis est repenté et fait de la prévention auprès de jeunes.

La deuxième journée est introduite par le Docteur Samah Jabr, psychologue et psychothérapeute, qui nous parle de la cause palestinienne dans l'idéologie djihadiste. Selon elle, l'engagement dans des groupes tels que Daesh est avant tout : « un processus individuel de développement de conviction, d'émotion et de comportement extrémiste. Mais il ne se développe pas uniquement dans l'univers mental. Il est influencé par un contexte sociopolitique et historique ».

Après cette introduction est soulevée la question de la mise en place d'une structure de prévention de l'extrémisme violent. Pour cela, des intervenants du Canada et de la Belgique viennent nous parler de leur retour d'expérience.

Benjamin Ducol, responsable de l'équipe de recherche du Centre de Prévention de la Radicalisation Menant à la Violence (CPRMV) à Montréal, en fait la présentation. Fondé en 2015 par la ville de Montréal et par le gouvernement québécois, le centre est un organisme à but non lucratif qui se concentre uniquement sur la radicalisation menant à la violence. Il est divisé en quatre équipes : une équipe chargée de la recherche qui, selon Benjamin Ducol, est mise en place « dans l'idée qu'on ne peut pas faire de la prévention sans une connaissance de terrain », une équipe de partenariat et engagement communautaire, une équipe de formation et de développement des

compétences et une équipe de prise en charge des situations individuelles. Dans le centre, la prévention s'est développée autour de quatre axes : un axe qui consiste à comprendre et pour cela, il faut un travail de recherche descendant (voir ce qui est déjà fait dans le monde) et un travail de recherche ascendant (ce qui émerge du terrain) ; un axe qui consiste à ne pas s'intéresser uniquement aux formes les plus extrêmes de l'extrémisme (il peut s'agir par exemple de comportements haineux ou le discours haineux) ; un axe qui consiste à voir la prévention comme étant une affaire individuelle dans un contexte structurel, social, et non pas l'un ou l'autre ; un axe qui consiste à mettre en place des outils pour les professionnels.

Pour le Professeur Ghayda Hassan, professeure de psychologie, la radicalisation n'est pas seulement un problème individuel mais c'est avant tout un problème de société. De ce fait, elle distingue plusieurs préventions : la prévention dite « prévention primordiale » qui concerne ce que seul un état peut faire c'est-à-dire structurer la sécurité, l'emploi, le revenu, la santé, l'éducation. Ces domaines relèvent de la responsabilité de l'Etat. Ensuite il y a la prévention primaire qui touche le public, les médias etc. La prévention secondaire elle concerne plus les communautés, les organismes communautaires. Enfin, il y a la prévention tertiaire et cela concerne une équipe spécialisée. Concernant la question des retournants, ils ont décidés d'être proactifs et non réactifs et par conséquent, ils ont mis en place un protocole de prise en charge qui consiste à faire en sorte que dès l'arrivée d'un retournant, une équipe pluridisciplinaire (infirmière, travailleur social, psychologue, psychiatre) soit présente à l'aéroport afin de déterminer les potentiels besoins.

Alice Jaspard, directrice de recherche, travaille en Belgique dans le Centre d'Aide et de Prise en charge de toute Personnes concernées par les Radicalismes et Extrémismes Violents. En s'inspirant du Canada, ils ont mis en place une ligne d'écoute et d'aide. Lorsqu'une personne appelle, elle a la possibilité de rester anonyme. Une fois que l'équipe rencontre la personne qui a appelé, l'équipe lui garantit la confidentialité. L'équipe ne parle de la personne à l'extérieur qu'avec l'accord de celle-ci et qu'en disant le minimum. Pour chaque personne il y a une équipe pluridisciplinaire. L'objectif est de répondre au mieux à chaque demande en fonction des ressources de l'équipe. Selon le professeur Alice Jaspard : « l'idée est comprendre le parcours des personnes, ce qui a fait échos à l'offre radical et de proposer quelque chose à « comment se réengager dans la société » mais en prenant soin de ses besoins ».

Après avoir parlé des centres de prévention, sont posées les questions du retour des enfants en zone de guerre, de la prise en charge juridique de djihadistes et enfin, la présentation des résultats de la mesure mise en place par la Sauvegarde 93.

Maitre Marie Dosé, avocate au barreau de Paris, s'occupe de la question du retour en France des enfants et actuellement dans un camp Syrien. Elle explique que l'Etat reste silencieux face à ses multiples requêtes. Dans son cheminement juridique, Maître Marie Dose commence par demander le rapatriement aux autorités française, au Quai d'Orsay. Face à ce refus devant lequel elle ne peut agir car il s'agit d'un acte de gouvernement, elle décide de porter plainte devant le comité des droits de l'enfant et le comité contre la torture. Toujours aucune réaction de la part de l'Etat. Elle a donc saisi l'UNICEF et les ONG puis la CEDH. N'ayant toujours pas de réponses de la part du gouvernement, elle décide de porter plainte pour détention arbitraire de ces femmes sans droit ni titre. Selon elle : « en ne faisant rien, on crée le terrorisme de demain ». Le gouvernement aurait mis en place un plan de

rapatriement qu'elle n'a finalement pas réalisé du fait de l'opinion publique. Selon Marie Dose : « Ce qu'il se passe dans nos camps, c'est la victoire de Daesh sur nos valeurs républicaines et là on est en train de perdre ».

Maître Isa Bultaslar, avocat au barreau de Bruxelles, défend les djihadistes. Depuis qu'il exerce, il observe un changement du côté des filières djihadistes et du côté judiciaire. Avec la filière syrienne, il observe trois principales différences avec les autres filières djihadistes (d'Afghanistan, d'Irak, de Somalie) : ceux qui veulent partir en Syrie sont plus jeunes, il y a des femmes alors qu'auparavant non et enfin, les jeunes ont reçu de l'argent, ce qui interpelle concernant la question du recrutement. Concernant la prise en charge judiciaire des djihadistes par les tribunaux, cela change en 2013. En principe, en droit belge, on risque 5 ans maximum de prison si on est poursuivi pour participation au groupe terroriste, 10 ans en cas de récidive, 15 lorsque l'on dirige une action. Les premiers revenants de Syrie ont eu des peines exemplaires, 30 ans. Cela a été possible car la jurisprudence a requalifié ce qu'elle entendait par dirigeant. Ce n'est donc plus seulement celui qui est en haut de la hiérarchie. Avant 2013, il était possible d'obtenir pour certains la libération ou la comparution libre. Depuis 2013, impossibilité d'obtenir la libération. La case prison devient une obligation et il n'est plus possible d'obtenir de libérations. De plus, la législation belge prend de plus en plus de mesures préventives soit disant sans incidence mais qui en réalité semblent en avoir pour la personne concernée.

Enfin, l'équipe de la sauvegarde 93 termine le colloque en expliquant, d'après leur expérience de terrain, pourquoi des jeunes adolescents sont séduits par l'offre de Daesh. Pour Elisa Aigner : « la radicalisation est ainsi le haut de l'iceberg de souffrances intimes, reconnues non reconnues, non prises en charge ». Malika Mansouri explique le phénomène avec d'autres mots. Selon elle : « dans ces histoires collectives portées de manière cryptée qui passent de génération en génération, via ce travail du fantôme et ce lien parent enfant, va faire de l'enfant le bras armé de son parent qui s'ignore. Toute souffrances des générations précédentes sont rejouées de la manière inconsciente ». C'est ce qu'elle appelle un « trou filiatore » c'est-à-dire un traumatisme passé sous silence qui va se rejouer dans l'inconscient de l'enfant. Si l'enfant ne peut pas s'identifier à sa famille alors il va chercher un autre modèle, qui peut être Daesh.